

Proposition ou communication ?

Audiovisuel Les réformes envisagées par Delphine Ernotte ne convainquent pas.

Ce week-end, "Le Monde" a révélé les pistes de réformes soumises par Delphine Ernotte, la présidente de France Télévisions, au gouvernement, qui a demandé à tous les patrons de l'audiovisuel public de proposer des idées de synergies et d'économies.

Ces propositions, évoquées mercredi dernier devant une centaine de cadres de France Télévisions, ne rencontrent pas, point par point, les pistes radicales évoquées dans un "document de travail" rédigé par le ministre de la Culture (fuite révélée par "Le Monde" le 13 novembre) : suppression de France Ô, création d'une structure unique rassemblant France Télévisions, Radio France, France Médias Monde et l'Ina, passage des médias France 4 et Le Mouv' en diffusion uniquement numérique, ou rapprochement des réseaux France 3 et France Bleu...

Rapprochement France Bleu/France 3

Si Delphine Ernotte juge une fusion avec Radio France "lourde et coûteuse à terme", elle réfléchit à un rapprochement entre France 3 et France

Bleu, en élargissant cette alliance à la presse quotidienne régionale et aux télévisions locales. Selon une source proche du dossier, "les discussions seraient bien engagées entre France 3 et France Bleu. Les états-majors réfléchissent". Concrètement, les deux réseaux pourraient travailler ensemble sur des matinales et des programmes communs dès la rentrée 2018, selon le modèle de Franceinfo. "Qui va financer ces groupes d'intérêt économique ? Les conseils régionaux ? Les conseils généraux ? Ils n'ont déjà plus d'argent", glisse Jean-Jacques Cordival, président de la CGC (Confédération générale des cadres) Médias.

"C'est toujours compliqué de faire un procès d'intention à un projet. Le réseau régional de France 3 souffre d'un manque de moyens et si ce rapprochement peut lui redonner du souffle, sans couper les ailes à France Bleu, très bien. Mais s'il s'agit seulement d'une vision financière à court terme, alors ces propositions de Delphine Ernotte s'apparentent à de la communication politique. Cela ressemble à un concours de beauté entre les patrons de l'audiovisuel public, dont l'enjeu serait d'accéder au poste de patron d'une holding publique unique", estime Thierry Vildary, ex-représentant syndical central de la CFDT à France Télévisions, élu au CE et au

CCE.

Un Netflix public européen

La patronne de France Télévisions envisage également une collaboration avec Arte, notamment sur la production en commun de séries. Et elle est favorable à un rapprochement avec l'Ina, qui fournit des modules de programmes courts à Franceinfo. Les deux entités pourraient collaborer sur la formation, la numérisation ou l'archivage, et bâtir un "Netflix public européen". Une plateforme de vidéo à la demande inspirée de Hulu, créée par plusieurs chaînes américaines.

"Cette plateforme coûterait des milliards d'euros et il y a un problème : France Télévisions n'est pas propriétaire des droits de tous les programmes, contrairement à la BBC", rappelle le président de la CGC Médias, qui conclut : "Ce sont des propositions farfelues qui ne sont en aucun cas de nature à faire des économies ou à mutualiser les moyens. Décriée sur les plans professionnel et politique, Delphine Ernotte essaie d'exister encore un peu."

Selon le "Journal du Dimanche", la ministre de la Culture Françoise Nyssen recevra "dans les prochains jours" les présidents de l'audiovisuel public pour proposer "plusieurs scénarios au chef de l'Etat et au Premier ministre".

Caroline Gourdin